

Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage



**World Food Programme**

PAM Burundi

# SYSTEME DE SUIVI DE LA SECURITE ALIMENTAIRE-BURUNDI.

FSMS

World Food Programme - Burundi  
Décembre 2015

## Résumé exécutif

La présente enquête FSMS s'inscrit dans le cadre de suivi régulier et conjoint des indicateurs clés de la sécurité alimentaire par le ministère de l'agriculture et de l'élevage et le Programme Alimentaire Mondiale. Cette collaboration sur le suivi de la sécurité alimentaire (FSMS) est déjà à sa cinquième année avec une collecte des données auprès des ménages-repères assurée par les services des Directions provinciales de l'Agriculture et de l'Élevage avant leur transmission instantanée sur serveur logé au PAM.

La présente enquête a porté sur 1.178 ménages (soit 69%) des 1.728 ménages repères prévus et eux même tirés de l'échantillon mère de l'enquête globale sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité réalisée par le PAM en 2014. Comme déjà constaté lors du passage du mois de juillet 2015, la totalité des ménages repères tirés n'a pas été couverte par l'enquête en raison de la persistance du contexte d'insécurité qui a occasionné d'importants mouvements de déplacements aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Pour l'essentiel le présent rapport prend la zone de moyens d'existence (ZME) comme unité géographique d'analyse. L'échantillon de base étant statistiquement représentatif (calculé à l'aide du simple size calculator de l'ENA) avec un tirage raisonné d'un échantillon des 8 ZMEs ou strates. Les interviews ont été conduites par des techniciens supérieurs des DPAEs dont la majorité a déjà bénéficié de plusieurs formations en sécurité alimentaire et l'utilisation des techniques modernes de collecte et transferts instantané des données à l'aide des smartphones.

## Résultats

### L'indice composite de sécurité alimentaire (CARI<sup>1</sup>) ;

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire marginale (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Groupes de consommation alimentaire	Acceptable <b>60%</b>		Marginale <b>30%</b>	Pauvre <b>10%</b>
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50% <b>32%</b>	50%-65% <b>22%</b>	65%-75% <b>19%</b>	>75% <b>27%</b>
	Épuisement des actifs	Stratégies basées sur les moyens d'existence	Pas <b>17%</b>	Stress <b>17%</b>	Crise <b>35%</b>	Urgence <b>31%</b>
<b>Indice de sécurité alimentaire (ISA)</b>			<b>12%</b>	<b>47%</b>	<b>32%</b>	<b>9%</b>

L'indice composite de sécurité alimentaire (CARI) montre que presque un ménage sur deux enquêtés ( soit 41%) est en insécurité alimentaire et presque 1 ménage sur 10 (9%) en insécurité alimentaire sévère. Pour

<sup>1</sup> CARI= Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators

rappel la proportion des ménages en insécurité alimentaire calculée sur base des indicateurs CARI montre qu'elle passe de 32% en février 2014, 39.3% en décembre 2014, 35.7% en juillet 2015 et 41% en décembre 2015.

**Consommation alimentaire des ménages** ; dans 25% des ménages enquêtés les adultes n'avaient eu droit qu'au plus un seul repas par jour pendant que dans 6% des ménages les enfants de moins de 5 ans n'avaient eu droit qu'à un seul repas au plus. Par rapport à la diversité alimentaire 86% de ménages enquêtés ont un score de diversité alimentaire faible avec moins de 4,5 groupes d'aliments consommés. Le score de consommation alimentaire (SCA) moyen est de 41 au-dessus du seuil acceptable, cependant 10% des ménages ont un SCA pauvre (<21) tandis que 34% un SCA limite (<35).

**Part des dépenses alimentaires** ; 46% des ménages affectent plus de 65% de leurs dépenses dans l'alimentation et 27% des ménages dépensent plus de 75% dans l'alimentation. Seulement 32% des ménages dépensent moins de 50% dans l'alimentation.

**L'indice de stratégies d'adaptation alimentaire** et stratégies basées sur les moyens de subsistance; L'indice de stratégie alimentaire réduit moyen est de **15** (contre **9** au mois d'août 2015) et il est le plus élevé dans les ZME de « Dépression du Nord » (21). Plus préoccupant, durant les 30 derniers jours précédents l'enquête, 31% des ménages ont eu recours aux mécanismes d'urgence, 35% aux stratégies de crise et 17% aux stratégies de stress. Seuls 17% de ménages n'ont eu recours à aucun mécanisme affectant négativement les moyens d'existence.

## Table des matières

Table des matières .....	4
I.1. Contexte de l'étude .....	6
I.2. Méthodologie .....	7
I.    PRESENTATION DES RESULTATS .....	8
II.1 Situation sociodémographique des ménages .....	8
II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage .....	8
II.1.2. Education du chef de ménage .....	9
II.1.3. Mouvements migratoires et leurs impacts probable sur la vie des ménages .....	9
II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages .....	11
II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire .....	11
II.2.2. Consommation alimentaire des ménages.....	14
a) Fréquence de repas .....	14
b) Score de consommation alimentaire.....	16
II.2.4. Fréquence de consommation des groupes d'aliments versus le score de consommation alimentaire et l'indice de sécurité alimentaire (CARI).....	20
II.2.5. Indice de Stratégie d'adaptation réduit .....	21
II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages .....	22
a) Activités agricole et sources de revenus des ménages .....	22
b) Gestion du budget et des achats du ménage .....	25
c) Dépenses des ménages .....	26
II.2.8. Les stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire et stratégies de subsistance .....	27
a) Chocs au cours des 6 derniers mois .....	27
b) Stratégies basées sur les moyens de subsistance .....	29
c) Estimation période de pénurie alimentaire .....	30
II.2.9. Genre et quelques indicateurs clés .....	30
II.2.10. Soins des enfants, Eau et Assainissement.....	31
II.    CONCLUSION GENERALE .....	34
Perspectives de la sécurité alimentaire.....	35

## **Acronymes**

CARI: Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators

CCN: Crete Congo Nil

CFSVA : Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis

CM: Chef de Ménage

DN : Dépression du Nord (zone de moyens d'existence)

DPAE: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage

FSMS : Food Security Monitoring System

GCA: Groupes de consommation alimentaire

ODK: Open Data Kit

PAM : Programme Alimentaire Mondial

SCA: Score de consommation alimentaire

SDA: Score de diversité alimentaire

SPSS : Statistic Package for Social Sciences;

ZMEs : Zones de Moyens d'Existence

## GENERALITES

### I.1. Contexte de l'étude

La présente enquête s'inscrit dans le suivi régulier des indicateurs de la sécurité alimentaire mené conjointement par le PAM Burundi et le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage au cours de ces 5 dernières années.

Le suivi actuel s'est déroulé dans un contexte particulier marqué par une crise sociopolitique persistante depuis avril 2015 ainsi que les conséquences du phénomène El Nino particulièrement sur les activités agricoles et sur les moyens d'existence des communautés en général.

La crise sociopolitique que traverse le Burundi depuis les premières manifestations autour d'un contentieux sur le processus électoral, le pays a subi d'importantes pertes en vies humaines et en différentes ressources économiques ; des centaines de personnes tuées, des milliers de personnes portées disparues et arrêtées, plus de 237.000 réfugiés dans les pays voisins, beaucoup d'activités économiques fermées en particulier le petit commerce et d'autres activités économiques, échanges économiques interrompues, beaucoup de familles dont les membres sont en débandade à l'intérieur ou à l'extérieur du pays etc ....

Durant la campagne agricole de la première saison culturale 2016A surtout à partir du mois de décembre 2015, les dégâts liés au phénomène EL Nino traduit par une pluviométrie excédentaire accompagnée de cas d'inondation et glissements de terrain ont été particulièrement observés dans les régions du sud-ouest et centre du pays (référence au Burundi plan d'urgence EL Nino 2015). Beaucoup de hectares des cultures des marais détruites, des dizaines de décès liés à l'écroulement des maisons, destructions des habitations (plus de 5.000 habitations détruites), destructions des infrastructures communautaires, destruction de routes, des ponts et ponceaux, etc .

Pour rappel il faut noter que la crise conjoncturelle actuelle vient s'ajouter aux problèmes structurelles de pauvreté et d'insécurité alimentaire ;

- D'après le dernier rapport sur le profil de la pauvreté au Burundi, la pauvreté monétaire touche près de 2/3 de la population Burundaise (64,6%) avec une forte dominance en milieu rural. L'enquête ECMVB-2013/2014 a estimé le seuil de couverture de besoins alimentaires de base à 2.100kcal/p/j à 636 510 Francs Burundais (FBU) au niveau national par an, soit 1 744 FBU par jour.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Burundi : profil et déterminants de la pauvreté, Rapport de l'enquête modulaire sur les conditions de vie des ménages 2013/2014, ISTEEBU, Mai 2015.

- D'après le dernier rapport sur l'**indice global de la faim 2014**<sup>3</sup>, le Burundi est l'un des deux pays avec un indice de la faim extrêmement alarmant **35,6** derrière l'Erythrée,
- Faible accès à la terre pour une population essentiellement agricole +/- 0,5ha/ménage<sup>4</sup> et sans ressources financières pour une production agricole intense,
- Les recettes fiscales ont enregistré un déficit de 24% sur les prévisions du dernier trimestre de 2015 ;
- Etc.

## I.2. Méthodologie

L'enquête FSMS procède à l'approche de collectes des données primaires auprès des ménages-repères choisis de manière raisonnée pour garantir la représentativité des 8 zones de moyens d'existence. Les données primaires sont également complétées par les données secondaires des documents de référence récente.

Un échantillon représentatif et raisonné de 1.728 ménages a été tiré dans les 16 provinces rurales et 8 ZMEs mais seulement 69% ont pu effectivement atteints par les enquêteurs des directions provinciales de l'agriculture et de l'élevage. Les déplacements intérieurs ou extérieurs, prolongés ou de courte durée sont à la base de cette faible couverture.

Les données ont été collectées à l'aide des smartphones avant d'être transférées à distance sur un serveur ODK dédié au PAM Burundi. Le contrôle de la qualité des données ainsi que les analyses ont été effectués dans la base de données SPSS.

---

<sup>3</sup> Global Hunger Index 2014, IFPRI

<sup>4</sup> D'après les différents rapports de l'Enquête Agricole du Burundi régulièrement conduite par le Minagri.

## I. PRESENTATION DES RESULTATS

### II.1 Situation sociodémographique des ménages

#### II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage

Environ 23% des ménages enquêtés sont dirigés par des femmes (ils étaient 20,9% avec le CFSVA 2014), un effectif relativement élevés vue que la tradition veut que un ménage dirigé par une femme se veut automatiquement monoparental (veuve, divorcée, femme jamais mariée) cependant le contexte de crise pourrait également l'augmentation de cette proportion quand on sait que beaucoup d'hommes dans la tranche très active sont plus ciblés. Les proportions de femmes chefs de ménages sont plus importantes dans la ZMEs des plateaux humides (29%).

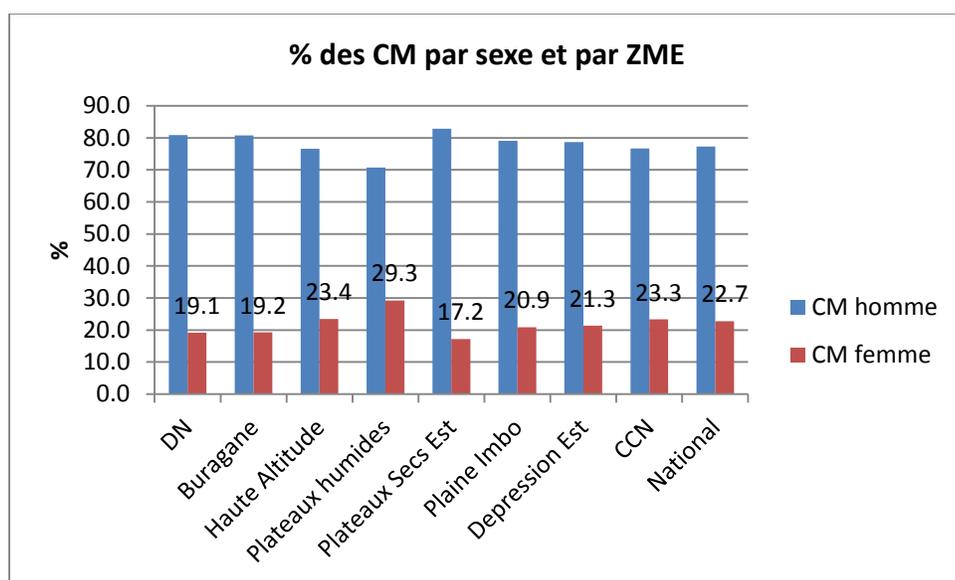


Figure 1, **Genre du chef de ménages selon les provinces**

En général la moyenne de la taille du ménage est légèrement au-dessus de 5 membres (5,3) dont 1 enfant de moins de 5 ans, 2 enfants de 5 à 15 ans, 2 personnes adultes de 15 à 49 ans et 1 personne de plus de 49 ans. Ce qui témoigne une population plutôt jeune.

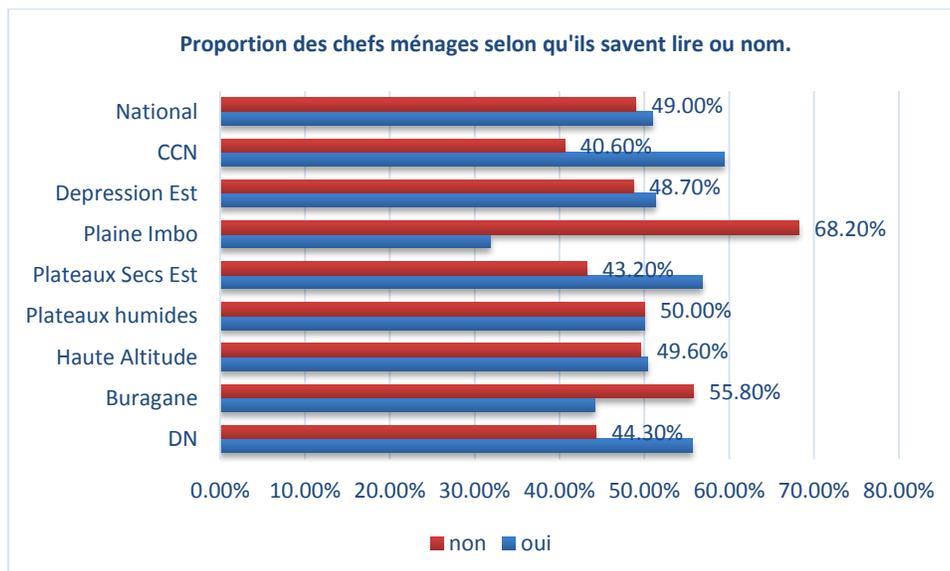
L'âge moyen est plus élevé chez les CM femmes que chez les CM hommes avec 53 contre 44 ans. Par contre la taille du ménage est plus élevée chez les ménages dirigés par les hommes avec 6

### II.1.2. Education du chef de ménage

Les résultats de l'enquête montrent que seulement 1 sur 2 CM ne sait ni lire et ni écrire. Et ils sont seulement 27% à savoir lire et écrire chez les CM femmes contre 58% chez les homologues hommes.

Dans l'ensemble, le taux le plus élevé des CM ne sachant lire et ni écrire se retrouve dans les ZMEs de la plaine de l'Imbo (68%) et dans le Buragane (56%).

Il va sans dire que l'éducation est un facteur susceptible d'influencer les conditions de vie des ménages et surtout dans l'amélioration des pratiques nutritionnelles et le soin des enfants. Ainsi dans 4 sur 10 ménages, la personne qui s'occupe des soins des enfants n'a aucune formation scolaire et dans 6 sur 10 ménages au niveau de la plaine de l'Imbo. Par ailleurs la personne qui s'occupe des soins des enfants est dans la majorité des cas la mère cad dans presque 7 ménages sur 10.



Graphique 1: Education des chefs de ménages selon les ZMEs

Il est de notoriété que le fait de savoir lire et écrire est un facteur clé pour les innovations et changements pour le développement.

### II.1.3. Mouvements migratoires et leurs impacts probable sur la vie des ménages

Environ 31% des ménages des ménages repères n'ont pas pu être enquêtés pendant le passage de fin novembre 2015 parce qu'absents au moment de l'enquête. Cette proportion d'absents confirme celle de 30% lors du passage FSMS de juillet 2015 pour conclure sur un déplacement prolongé pour une proportion importante de la population mais sans précision exacte sur les lieux d'accueil. Les évaluations menées après

le mois d'avril 2015 font toutes état d'importants mouvements migratoires intérieurs et extérieurs dont les province les plus touchées sont Bujumbura mairie, Bujumbura, Makamba, Rumonge, Kirundo et Rutana).

Environ 15% des ménages ou un peu plus d'un sur dix ménages ont rapporté au moins un cas de déplacement d'un membre du ménage durant les six derniers mois. La proportion est plus importante dans les ZMEs de plateaux humides (22%) et de dépression de l'Est (21%).

La recherche des opportunités de travail (76%) vient en tête comme motivation de ces déplacements et en particulier dans les ZME de Buragane, Plateaux humides. Les problèmes de sécurité et fonciers ressortent également dans la ZME de la plaine de l'Imbo ou ils sont mentionnés dans 20 % de ménages avec l'influence probable de Bujumbura mairie considéré comme l'épicentre de la crise actuelle.

Le rapport de l'organisation internationale des migrations (OIM)<sup>5</sup> sur le suivi des déplacements de janvier 2016 fait état de 25.080 déplaces intérieurs dans les familles hôtes des provinces de Kirundo, Makamba et Rutana. Cependant ces effectifs pourraient être largement en deca de la réalité dans un contexte où le statut de déplacement est perçu par les concernés comme une source de problème personnel de protection.

Durant l'enquête FSMS seuls 4% des ménages mentionnent avoir accueilli au moins un déplacé chez eux et biensûr il faut rappeler les limites autour de cette question de déplacements dans le contexte actuel de crise sociopolitique comme déjà souligné précédemment.

Moins d'un ménage sur dix soit (8%) ont signales des cas d'abandons scolaires mais les proportions sont relativement plus importantes dans les dépressions de l'Est (17%), le Buragane (12%) et dans les Plateaux secs de l'Est (11%). Dans 54% des cas d'abandons ils concernent les garçons uniquement, dans 34% les filles uniquement et dans 12% les deux sexes. Dans 33% des cas de ménages avec abandon scolaire, les problèmes familiaux en sont la principale cause et 23% le désintérêt les écoliers.

---

<sup>5</sup> Le rapport de L'OIM sur le suivi des déplacements, Janvier 2016, révèle que 54% des personnes déplacées à Makamba et Rutana sont des femmes, 60,5% ont moins de 18, 34% entre 18 et 59 ans et 5,5% ont 60 ans et plus. Les personnes déplacées dans les provinces sont principalement vivent dans des familles d'accueil (70%). Enfin, il est aussi estimé 7,898 rapatriés spontanés dans 16 provinces.

## II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages

### II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire

Pour rappel le CARI (*Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security*) est une approche d'appréciation du degré de la sécurité alimentaire à travers un indicateur composite prenant en compte la consommation du ménage, la vulnérabilité économique du ménage ainsi que le degré d'épuisement éventuel des actifs du ménage.

Pour le moment, le score de consommation du ménage est retenu comme proxy de la consommation alimentaire du ménage, la part des dépenses alimentaires comme celui du niveau de vulnérabilité économique tandis que les stratégies basées sur les moyens de subsistance pour mesurer le degré d'épuisement des actifs.

La combinaison de ces trois indicateurs par l'approche CARI nous permis de conclure que ; De l'ensemble des ménages enquêtés 12,2% sont en sécurité alimentaire (SA), 47% en sécurité alimentaire limite (SAL), 32% en insécurité alimentaire modérée (IAM) et 8,8% en insécurité alimentaire sévère (IAS). La classification se base sur le *statut actuel* de la sécurité alimentaire du ménage (indicateurs de consommation alimentaire) et sa *capacité de survie* (indicateurs de *vulnérabilité économique* et *d'épuisement des avoirs*).

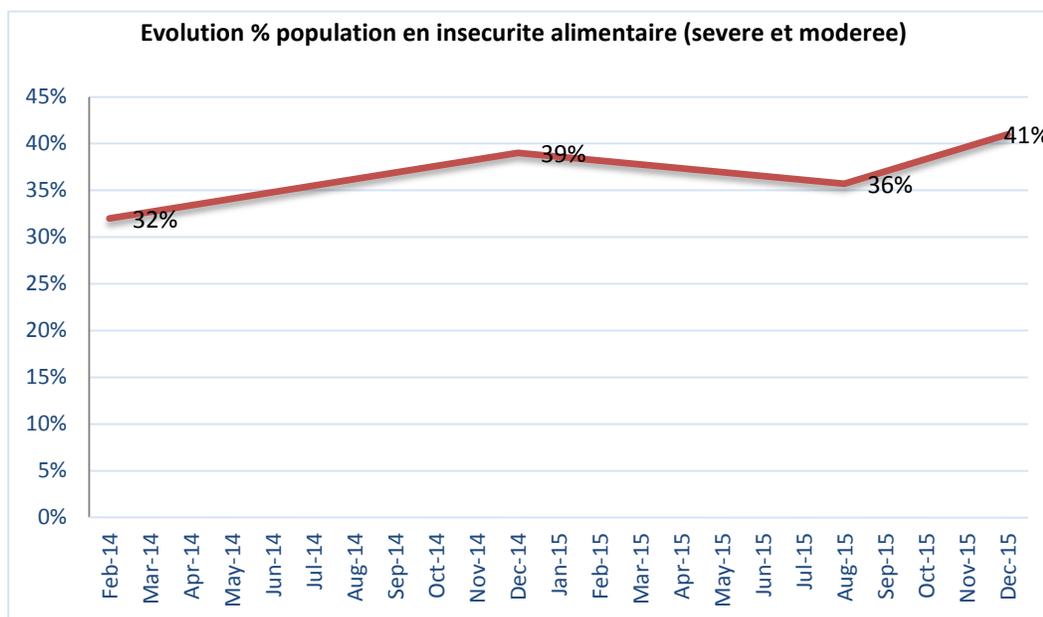
**Tableau 1: Situation alimentaire des ménages (Console CARI).**

Domain		Indicateur	Sécurité alimentaire 1	Sécurité alimentaire marginale 2	Insécurité alimentaire modérée 3	Insécurité alimentaire sévère 4
statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	Acceptable		Limite	Pauvre
			60%		30%	10%
Stratégies d'adaptation	vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50%	50%-65%	65%-75%	>75%
	Epuisement des actifs	Stratégies de survie	Pas	Stress	Crise	Urgence
			32%	22%	19%	27%
			17%	17%	35%	31%
<b>Indice de la sécurité alimentaire</b>			12%	47%	32%	9%
Population <sup>6</sup>			1,238,985	4,487,200	2,850,739	786,949
Nombre de ménages			247,797	897,440	570,148	157,390

<sup>6</sup> NB. Etant donné que l'échantillon de FSMS ne couvre pas la partie urbaine, le calcul de la population en insécurité alimentaire a appliqué le taux de la dernière EFSA d'octobre 2015 sur la population de la mairie de Bujumbura !

Eu égard des indicateurs CARI, la situation de la sécurité alimentaire fait état d'une dégradation continue de la sécurité alimentaire qui pourrait s'expliquer par les effets combinés de la persistance de la crise sociopolitique d'une part et de ceux liés au phénomène El Nino qui a fortement affecté et continue à affecter les moyens d'existences des ménages et en particulier la production agricole.

Source	Periode	Proportion		Effectifs de population <sup>7</sup>			
		% insecurite alimentaire	% insecurite alimentaire severe	Population (ISTEEBU)	# pop.insec alim. Moderee	#pop. Insec. Aliment. Severe	# pop. Insecurite alimentaire
CFSVA	Feb-14	32%	7%	9,467,307	2,366,827	662,712	3,029,538
FSMS	Dec-14	39%	6%	9,702,604	3,004,201	546,218	3,550,420
FSMS	Aug-15	36%	7%	9,866,678	2,687,637	648,740	3,336,377
FSMS	Dec-15	41%	9%	9,983,873	2,997,614	843,079	3,840,693



<sup>7</sup> Le taux d'insécurité alimentaire n'est pas appliqué à la population urbaine de Bujumbura qui n'est pas pris en compte dans l'échantillon de suivi FSMS !!!

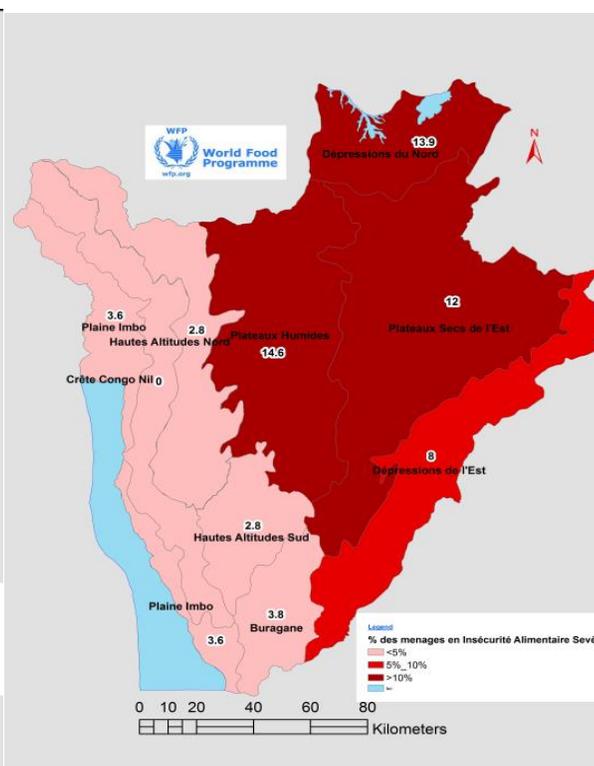
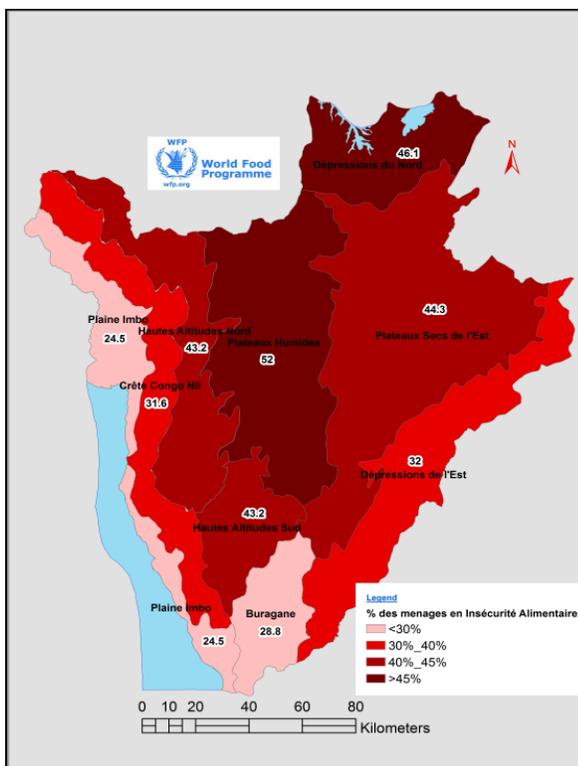
Au niveau géographique de l'insécurité alimentaire, 4 des 8 zones de moyens d'existence ont une proportion de ménages en insécurité alimentaire dépassant la moyenne des 41% ; Les plateaux humides sont plus affectés aussi bien pour l'insécurité alimentaire globale (52%) que pour l'insécurité alimentaire sévère (15%), suivi de la dépression du Nord (46%), Plateaux secs de l'Est (44%) et de haute altitude (43%). Cependant la zone de haute altitude (3%) est relativement moins affectée par l'insécurité alimentaire sévère que la Dépression de l'Est (8%).

Tableau 1. Distribution spatiale de l'insécurité alimentaire.

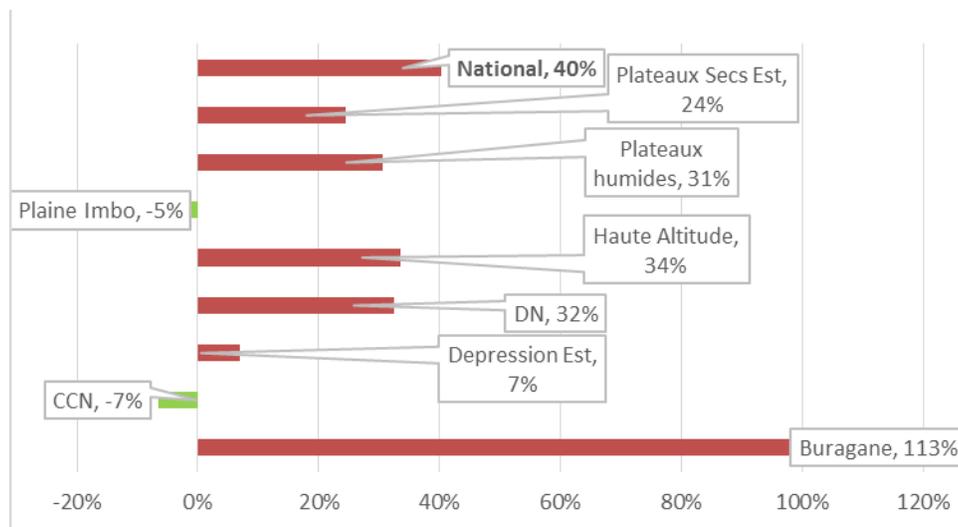
		Depression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	CCN	National
Securite alimentaire	1	21.7%	26.9%	11.3%	10.2%	15.1%	5.5%	15.3%	1.5%	<b>12.2%</b>
Securite alimentaire marginale	2	32.2%	44.2%	45.4%	37.8%	40.6%	70.0%	52.7%	66.9%	<b>47.0%</b>
insecurite alimentaire moderee	3	32.2%	25.0%	40.4%	37.4%	32.3%	20.9%	24.0%	31.6%	<b>32.0%</b>
insecurite alimentaire severe	4	13.9%	3.8%	2.8%	14.6%	12.0%	3.6%	8.0%		<b>8.8%</b>

Carte2. Insécurité alimentaire par ZME(%)

Carte2. Insécurité alimentaire sévère par ZME (%)



Graphique. Variation en % des ménages en insécurité alimentaire par rapport à l'enquête de référence CFSVA 2014.



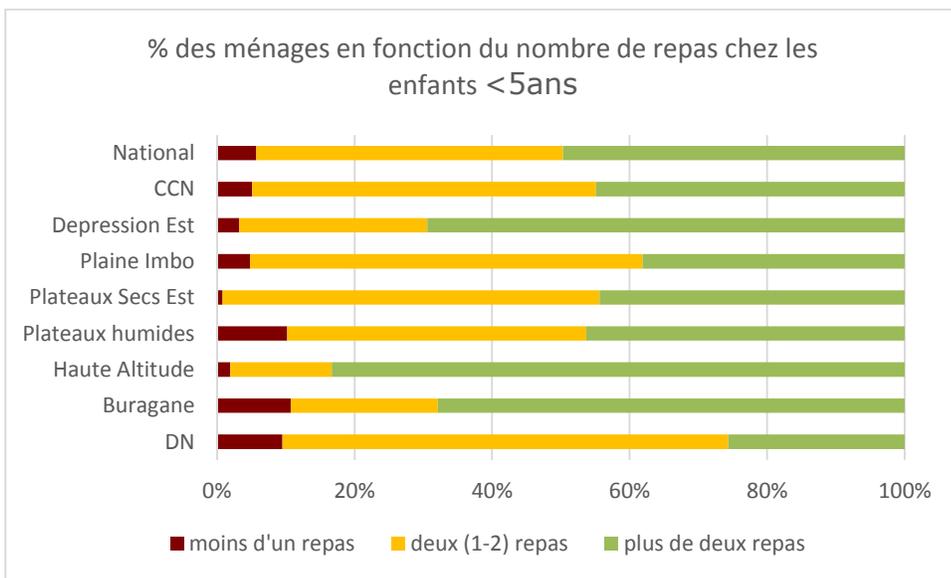
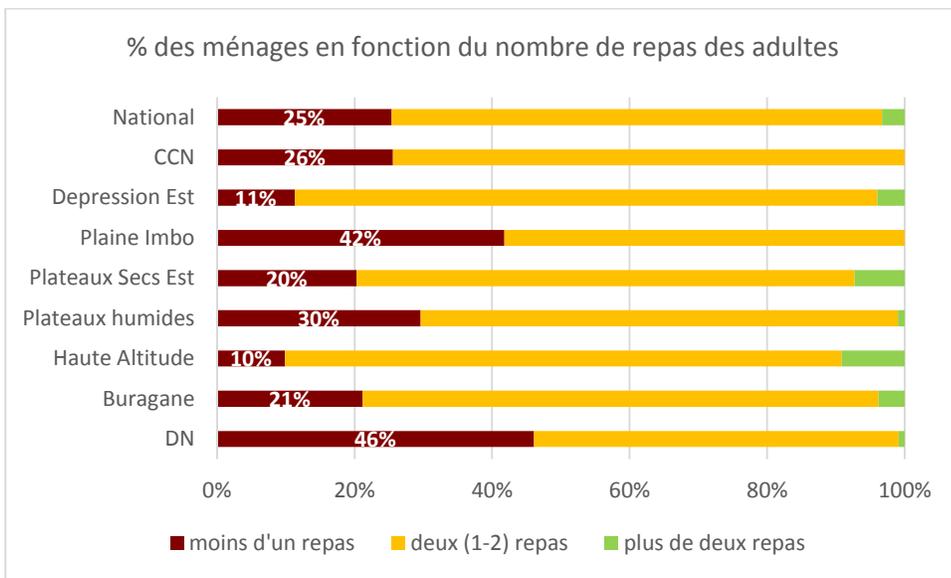
Par rapport à la situation de référence de février 2014<sup>8</sup>, la proportion des ménages en insécurité alimentaire a augmenté jusqu'à 40% et seulement 2 sur les 8 ZME ont connu une légère diminution de cette proportion.

## II.2.2. Consommation alimentaire des ménages

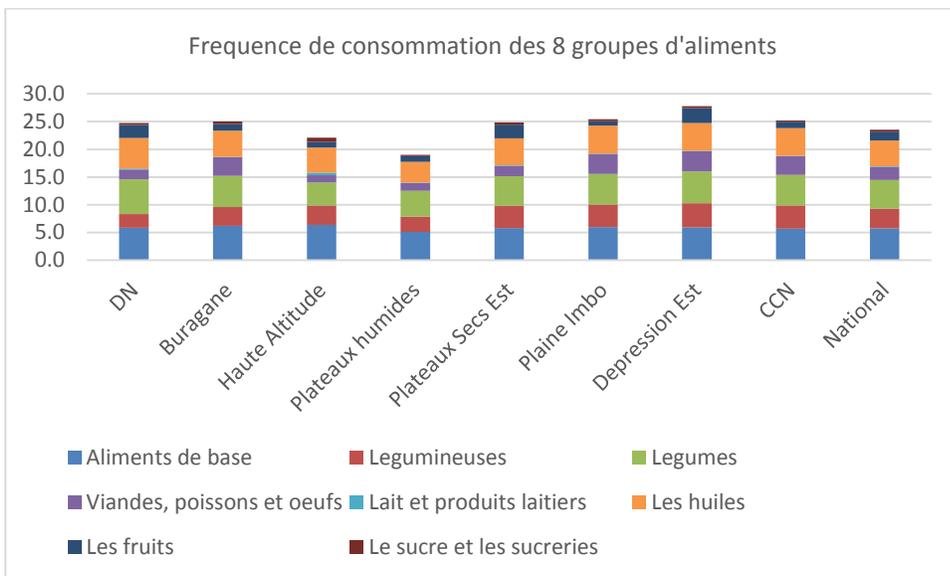
### a) Fréquence de repas

La fréquence moyenne des repas est de 2 pour les adultes et légèrement supérieur (2,4) pour les enfants de moins de cinq ans.

<sup>8</sup> NB. Pour le PAM, l'enquête CFSVA est une situation de référence sur laquelle les enquêtes de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS) se basent.



Au niveau national un ménage sur quatre n'a pris qu'au plus un repas durant les 7 derniers jours précédents l'enquête et ils sont davantage dans les Dépression du Nord (46%), Plaine de l'Imbo (42%) et Plateaux humides (30%). Dans 6% des ménages même les enfants de moins de 5 ans n'ont pris qu'un seul repas. Par ailleurs, la fréquence de repas doit être analysée en tenant compte et de la diversité des repas et de la consistance quantité de l'assiette. Compte tenu du contexte il est certain qu'avec un seul repas le ménage ne pourrait pas couvrir les besoins énergétiques requis.



**Graphique 2: Fréquence de consommation des groupes d'aliments**

Il faut noter également qu'au moment de l'enquête les ménages consommaient régulièrement les féculents<sup>9</sup> (à dominance des tubercules + céréales) jusqu'à 6 jours sur 7, de l'huile et des légumes vertes jusqu'à 5 jours sur 7, consommaient souvent des légumineuses jusqu'à un jour sur deux, de temps en temps des fruits et des protéines animales surtout le petit poisson jusqu'à 2 fois par semaine et rarement le sucre et le lait. Au niveau régional, la consommation des protéines animales est relativement plus importante dans de plaine de l'Imbo, dépression de l'Est, Buragane et Crête Congo Nil. La fréquence de consommation des fruits est également au-dessus de la moyenne dans les régions des Dépressions du Nord et Est ainsi que dans les plateaux secs de l'Est.

## b) Score de consommation alimentaire

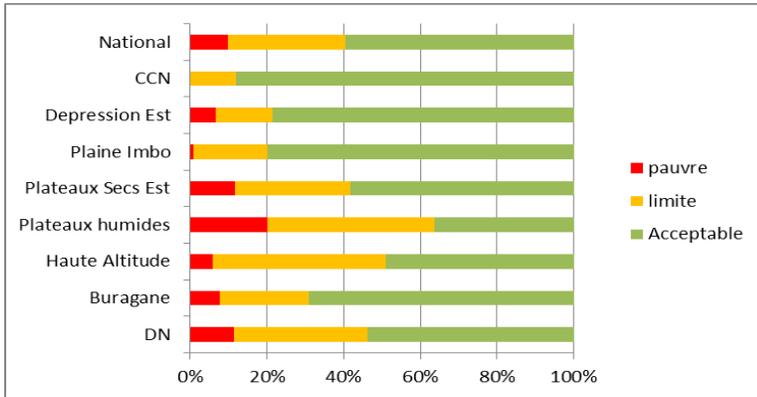
Le score de la consommation alimentaire qui est également un indicateur proxy de la couverture des besoins énergétiques journaliers est obtenu grâce aux aliments consommés durant les derniers jours précédents l'enquête, leur fréquence de consommation (en jours) et tenant compte de leur pondération en termes d'apport énergétique !

Le score de consommation alimentaire moyen de 41 au niveau national est largement acceptable même s'il a baissé de 9% par rapport à juillet 2015. Au niveau régional le SCA est limite dans la zone des plateaux

<sup>9</sup> La présente analyse a groupé sous « féculents » toutes les céréales, les tubercules et racines ainsi que la banane à cuir.

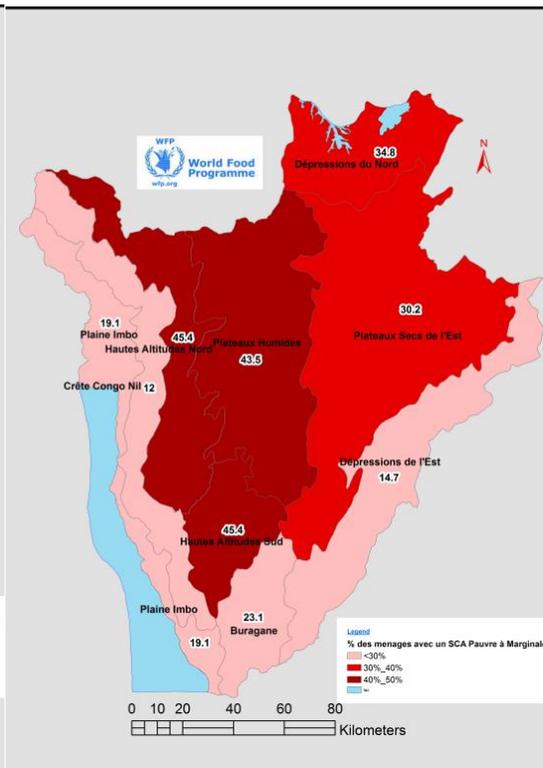
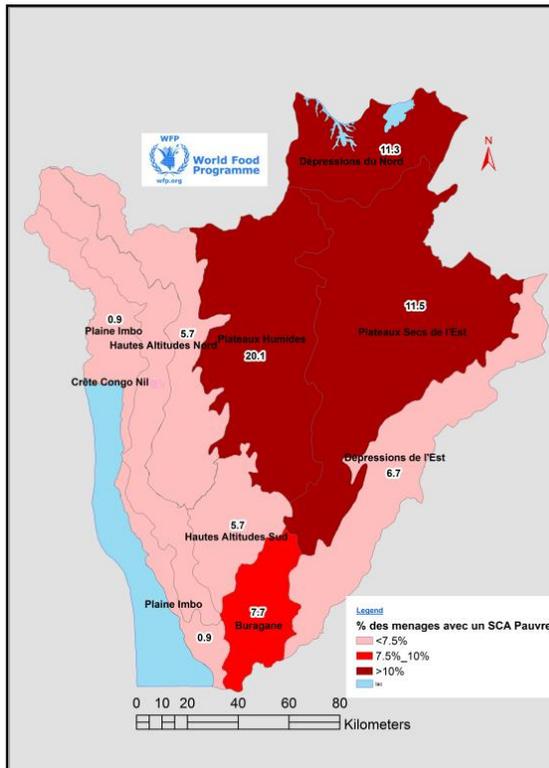
humides avec une moyenne de 32 inférieur au seuil de 35 pour une consommation alimentaire acceptable.

Graphique. Proportion des ménages par SCA et par ZME

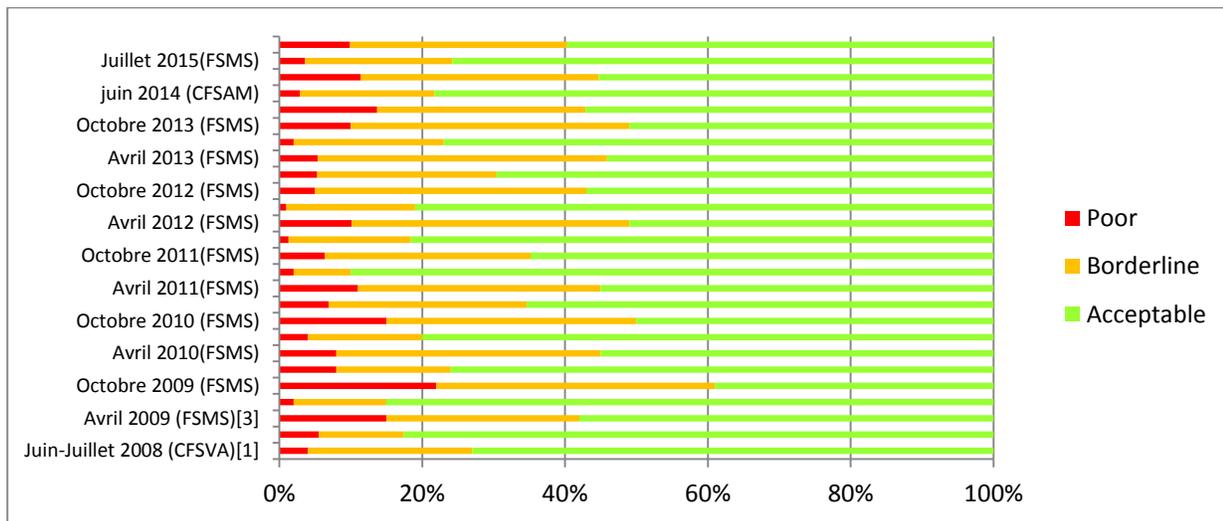


Carte3. % des Ménages avec un SCA pauvre

Carte4. % des Ménages avec un SCA pauvre à marginale



Graphique. Evolution des proportions des ménages par SCA( 2008-2015)



L'analyse d'une plus ou moins longue série (depuis 2008) de l'indicateur SCA montre qu'en moyenne 33% des ménages ont un SCA alimentaire pauvre à limite (et 7% SCA pauvre). Cependant des variations sont naturellement perceptibles entre les périodes post récoltes et les périodes de soudure ; Ainsi en moyenne la proportion des ménages avec un SCA pauvre à marginale varie de 33% (et 4% SCA pauvre) en période post récolte à 46% (et 11% SCA pauvre) en période de soudure. Le fait d'avoir une consommation pauvre en période post récolte signifie presque simplement que la consommation du ménage est pauvre de manière chronique ce qui est le cas pour la frange des 4% de la population.

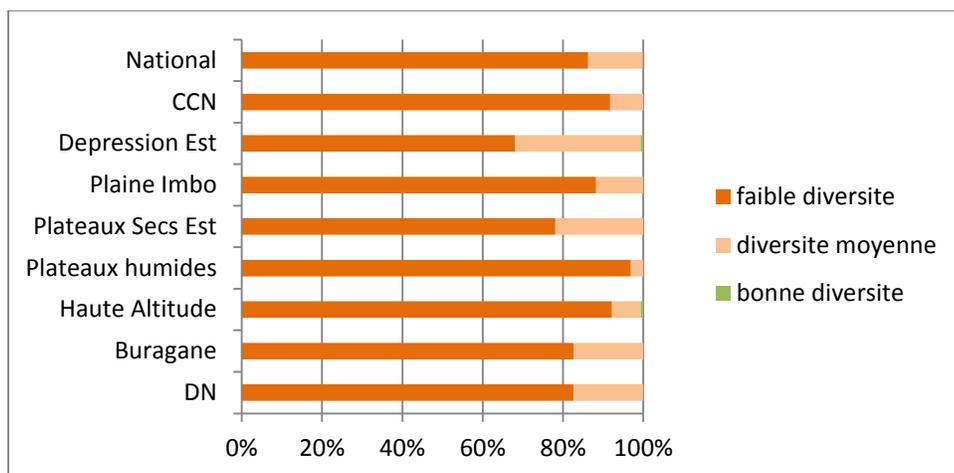
### II.2.3. La diversité alimentaire du ménage

La diversité alimentaire est une mesure qualitative de consommation alimentaire qui reflète l'accès des ménages à une diversité d'aliments et par ricochet à la qualité nutritionnelle par accès à plus de nutriments.

Pour une meilleure interprétation du score de diversité alimentaire, le PAM regroupe les aliments en 7 catégories et les 8 groupes d'aliments utilisés dans le cas du SCA moins le groupe de sucre. Et au niveau des seuils, est considéré comme de faible diversité le SDA inférieur à 4.5, diversité moyenne le SDA compris entre 4.5 et 6 et bonne diversité le SDA supérieur à 6.

Ainsi avec les résultats du présent FSMS le SDA moyen au niveau national est plutôt pauvre (3.3) et il l'est également dans les 8 ZMEs. Ceci renforce l'idée que les ménages ont beaucoup plus tendance à se focaliser

sur les aliments les moins chers et l'éducation nutritionnelle encore limitée. Dans leur décision rationnelle, les ménages ruraux semblent accorder peu d'importance à la diversité tant qu'il y a la quantité.



**Graphique 3. Diversité alimentaire des ménages par ZME**

Environ 86% des ménages ont une diversité alimentaire pauvre et le reste 14% une diversité alimentaire moyenne. Cette tendance est observable dans la quasi-totalité des zones de moyens d'existence.

		Catégories par degré de sécurité alimentaire (CARI)				
		Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire marginale	Inécurité alimentaire modérée	Inécurité alimentaire sévère	Ensemble
Score de diversité alimentaire	faible diversité	58.6%	84.4%	95.8%	100.0%	86.3%
	diversité moyenne	40.7%	15.4%	4.2%		13.6%
	bonne diversité	0.7%	0.2%			0.2%
	SDA moyen	4.3	3.7	2.7	1.9	3.3

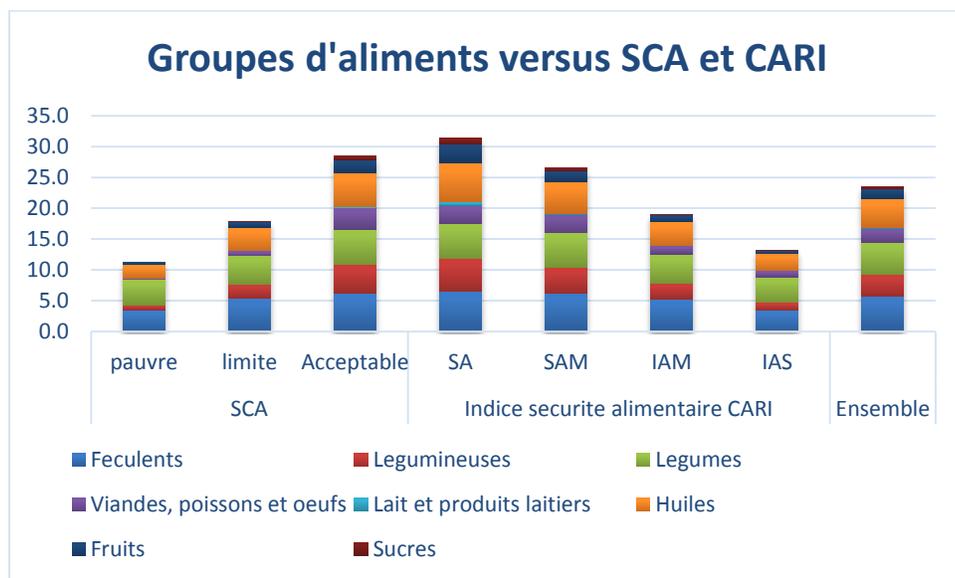
Le croisement du SDA avec l'indice de la sécurité alimentaire calculé par la méthode CARI montre une corrélation positive entre la diversité alimentaire et le degré de sécurité alimentaire ; Ainsi le score de diversité alimentaire est plus important dans la catégorie de ménages en sécurité alimentaire que chez en insécurité alimentaire. De même il y a plus de ménages avec une faible diversité alimentaire chez les ménages en insécurité alimentaire ; 100% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont une faible diversité alimentaire, 96% des ménages en insécurité alimentaire modérée, 84% des ménages en sécurité alimentaire limite et 58% des ménages en sécurité alimentaire

## II.2.4. Fréquence de consommation des groupes d'aliments versus le score de consommation alimentaire et l'indice de sécurité alimentaire (CARI).

L'alimentation du ménage rural est essentiellement centrée sur les aliments de base dont les tubercules/racines et les céréales accompagnées de légumineuses, légumes verts ainsi que l'assaisonnement par l'huile.

		Groupes d'aliments versus SCA et CARI							
		Feculents	Legumineuses	Legumes	Viandes, poissons et oeufs	Lait et produits laitiers	Huiles	Fruits	Sucres
<b>SCA</b>	pauvre	3.6	0.8	4.1	0.3	0.0	2.3	0.4	0.0
	limite	5.5	2.3	4.5	0.8	0.0	3.8	0.9	0.1
	Acceptable	6.2	4.6	5.7	3.4	0.2	5.5	2.2	0.5
<b>Indice securite alimentaire CARI</b>	SA	6.6	5.3	5.7	2.9	0.5	6.4	3.0	1.0
	SAM	6.2	4.2	5.6	3.0	0.1	5.1	1.8	0.4
	IAM	5.3	2.5	4.8	1.3	0.0	3.8	1.1	0.1
	IAS	3.5	1.2	4.1	1.0	0.0	2.7	0.5	0.1
<b>Ensemble</b>		<b>5.7</b>	<b>3.5</b>	<b>5.2</b>	<b>2.3</b>	<b>0.1</b>	<b>4.7</b>	<b>1.6</b>	<b>0.4</b>

Le lait et le sucre sont les aliments les plus rarement consommés même dans les catégories en insécurité alimentaire ou avec une consommation alimentaire acceptable. Cependant dans certaines situations de pénurie alimentaire on a assisté à un changement positif de comportement avec plus de consommation de légumes verts (souvent disponibles) et les fruits sous forme de collation faite de repas en famille.



Graphique 4. Moyenne des jours de consommation des groupes d'aliments par SCA et par ISA.

La fréquence de consommation des féculents est élevée aussi bien chez les groupes en sécurité alimentaire que chez leurs homologues en insécurité alimentaire. Cependant l'enquête a déjà montré dans les lignes précédentes que les tubercules sont prépondérantes dans les féculents et il y a moins de céréales (en moyenne 5 jours de consommation contre 1 jour).

Au niveau de la consommation des légumineuses (principalement le haricot et quasi seule source de protéines) au moment de l'enquête on remarque de grands écarts selon que le ménage est en insécurité alimentaire ou en sécurité alimentaire. Ainsi les ménages en sécurité alimentaire mangeaient 5 fois les légumineuses que les ménages en insécurité alimentaire sévère.

Au niveau des légumes, la fréquence de consommation est assez importante dans les différentes catégories de 4 à 6 jours par semaine. Il est clair qu'avec les problèmes de sécurité alimentaire les ménages ont plus tendances de consommer des légumes fréquemment.

La consommation du groupe de viande et poissons généralement dominé par le petit poisson le Ndagala (5 fois plus que la viande). La fréquence de consommation varie significativement en fonction des catégories, elle est 3 fois plus dans la catégorie des groupes en sécurité alimentaire que chez la catégorie des groupes en insécurité alimentaire.

La consommation du lait et des produits laitiers ainsi que celle du sucre est quasi inexistant, il n'y a que dans la catégorie des ménages en sécurité alimentaire qui consomme ces produits en moyenne 1 fois par semaine.

La consommation des fruits est aussi fonction des groupes 3 fois chez le groupe en SA, 2 fois chez le groupe en SAM, 1 fois chez le groupe en IAM et 0 chez les IAS.

Par contre la fréquence de la consommation de l'huile est assez importante au niveau des différentes catégories même si elle passe de 3 à 6 entre IAS et SA.

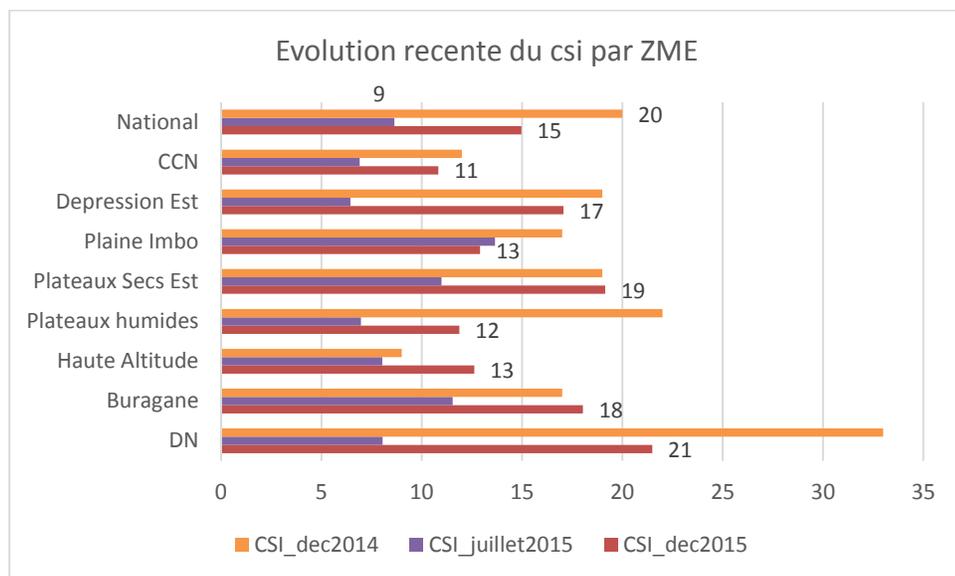
#### **II.2.5. Indice de Stratégie d'adaptation réduit<sup>10</sup>**

L'indice de stratégie d'adaptation réduit est construit sur 5 mécanismes d'adaptation alimentaire courants pour permettre une comparabilité spatiale ; Le calcul de l'indice tient compte de leur fréquence d'usage et la pondération de leur degré de sévérité.

---

<sup>10</sup> Le CSI est un indice de 5 stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire en cas de ressources alimentaires insuffisantes dont l'augmentation traduit une détérioration relative de la sécurité alimentaire du ménage !

Les 5 mécanismes sont (1) Consommer des aliments moins préférés car moins chers (2) Emprunter de la nourriture ou dépendre des aides de parentés ou amis (3) Réduire le nombre de repas par jour (4) Réduire les proportions/quantités aux repas (5) Réduire les quantités consommées par les adultes/mères au profit des jeunes enfants.



**Graphique 5. Les stratégies d’adaptation alimentaire par ZMEs**

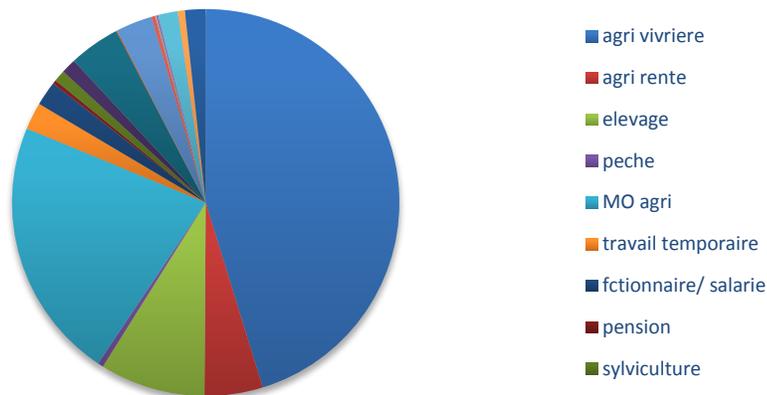
**Au niveau national le CSI moyen est de 15, comparée à décembre 2014 il avait fortement baissé en juillet 2015 passant de 20 à 9 mais aujourd’hui il a encore augmenté mais sans atteindre le niveau de 2014 (année mauvaise au niveau des productions agricoles de la deuxième saison culturale 2014B). Le CSI le plus élevé se retrouve dans les ZMEs de Dépression du Nord(21), Plateaux secs de l’Est (19) et Dépression Est(17).**

**II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages**

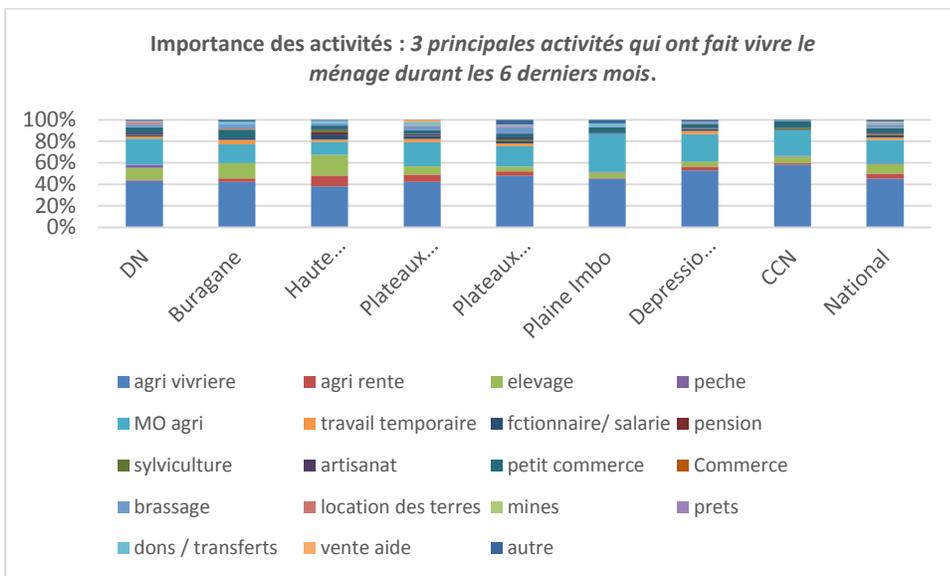
**a) Activités agricole et sources de revenus des ménages**

Le Burundi étant un pays essentiellement agricole, les activités agricoles et connexes restent à la base de la vie socio-économique des ménages ruraux. Ainsi les résultats de cette enquête ne font que confirmer l’évidence ;

## Importance des activités au niveau national



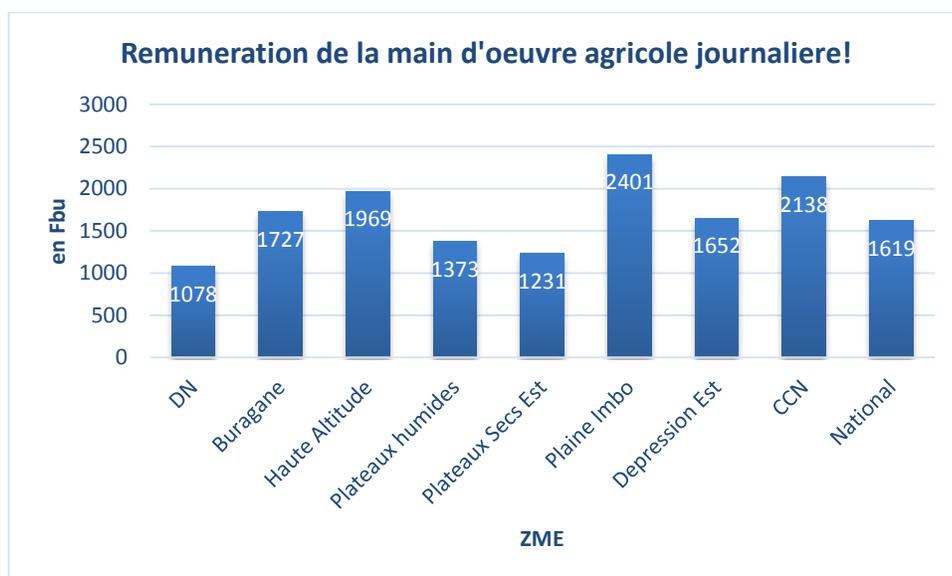
Ainsi des 3 principales activités ayant contribué le plus à la vie des ménages, les activités agricoles et connexes (agriculture vivrière, main d'œuvre agricole, agriculture de rente,...). Environ 97% des ménages considèrent l'agriculture vivrière comme faisant partie des 3 principales activités, ils sont 47% pour la main d'œuvre agricole, 19% pour l'élevage, 10% pour l'agriculture de rente, etc. Ces résultats comparés à juillet, certaines activités ont gagné des points (ex. agriculture vivrière 2%, la main d'œuvre agricole 12%...). En dehors de la main d'œuvre agricole les activités génératrices de revenus en milieu rural ont recules en terme d'importance que leur accordent les enquêtés et par rapport au dernier passage du FSMS (Diminution de 41% pour le brassage et vente de bière locale, 34% pour le travail temporaire, 25% pour l'agriculture de rente et 28% pour les dons et transferts). A ce niveau l'analyse pourrait avancer une certaine corrélation entre les effets de la crise et ces activités qui pour l'essentiel impliquent la relation avec les centres urbains dont les activités sont le plus touchées.



**Graphique 6. Principales activités par zones de moyens d'existence.**

Dans un contexte de faible surplus de production agricole et d'opportunités de travail très réduites, il faut souligner que l'accès aux revenus monétaire est plutôt problématique. Par ailleurs le dernier rapport de 2014 sur le profil de pauvreté au Burundi montre que la pauvreté monétaire au Burundi touche 2 personnes sur 3 avec une forte prépondérance dans le milieu rural.

La main d'œuvre agricole considérée comme l'une des principales sources de revenus après l'agriculture est très peu rémunératrice et se fait également rare dans un contexte de liberté de mouvements perturbée par la crise ; En moyenne le taux de rémunération journalière est de 1.619 Fbu/p/j alors qu'il était de 1.554 Fbu/p/j en juillet 2015 soit une augmentation de 4% seulement alors que le prix du haricot a pratiquement doublé entre les deux périodes. Les taux de rémunération les plus faibles sont dans les zones des Dépression du Nord (1.078Fbu/p/j) plateaux humides (1.373Fbu/p/j) et Plateaux Secs de l'Est où il est autour de 1231Fbu/p/j. Au même moment il faut noter que la monnaie burundaise continue à se déprécier vis-à-vis des autres monnaies d'échanges (ex : l'échange du dollar américain en francs burundais a augmenté de plus moins 30% entre juillet et fin décembre 2015).



**Graphique 7. Taux de rémunération de la main d'œuvre**

## b) Gestion du budget et des achats du ménage

Un certain nombre d'enquêtes socioéconomiques ont déjà montré que des différences existaient sur le plan de la sécurité alimentaire selon que le budget familial pour l'alimentation est soit géré par l'homme ou la femme. C'est dans cette perspective que la présente enquête s'est penchée sur la responsabilité dans la gestion du budget et des achats alimentaires.

Qui achète la nourriture du ménage?									
	DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	CCN	National
homme	20.0	19.2	12.8	8.2	19.3	7.3	17.3	6.8	13.1
femme	54.8	44.2	61.0	52.0	42.2	60.9	52.0	36.1	50.5
les deux	25.2	36.5	26.2	39.8	38.5	31.8	30.7	57.1	36.5

Qui gère le budget du ménage?									
	DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	CCN	National
homme	59.1	53.8	55.3	48.6	59.9	62.7	60.7	58.6	56.4
femme	21.7	26.9	24.1	27.9	24.0	19.1	24.7	21.1	24.2
les deux	19.1	19.2	20.6	23.5	16.1	18.2	14.7	20.3	19.4

Si dans plus d'un ménage sur deux (56,4%) le budget familial est géré par l'homme exclusivement, la femme reste la seule responsable des achats alimentaires dans 50% des cas et jusqu'à 87% des cas en y intégrant les cas où elle est associée.

Au niveau régional il faut noter que dans la zone des plateaux humides, la femme participe directement dans la gestion du budget familial dans plus d'un ménage sur deux et il faut noter qu'il s'agit de cette zone où il y a le revenu par ménage le plus faible eu égard des dépenses mensuelles estimées à 37.579Fbu contre 58.580Fbu au niveau national. Il n'est pas exclu que le recours à la femme comme gestionnaire du budget familial ne soit pas une stratégie d'adaptation à la raréfaction des ressources monétaires.

### c) Dépenses des ménages

Les dépenses sont généralement considérées comme un proxy du niveau des revenus du ménage ; Les ménages sont plus à l'aise en fournissant l'information sur leurs dépenses que sur leurs revenus.

D'après cette enquête de suivi de la sécurité alimentaire les dépenses mensuelles du ménage sont estimées à 58, 580 Fbu dont 60% affectée à l'alimentation. Pour référence l'enquête sur le profil de pauvreté de 2014 estimait les dépenses annuelles du ménage à une moyenne de 686.950 Fbu (soit une moyenne mensuelle de 57.246Fbu/ménage).

Le faible niveau des dépenses sont dans la zone des plateaux humides (Ngozi, Gitega,..) ou elles sont à 37.579 Fbu équivalents à moins de 30\$ ! Et la moyenne des dépenses mensuelles élevées a été enregistrée dans la zone de Haute Altitude (95.769Fbu).

Dépenses mensuelles du ménage		
ZME	Dépenses globales	Dépenses alimentaires
DN	63,471	36,559
Buragane	75,246	40,324
Haute Altitude	95,769	56,884
Plateaux humides	37,579	20,438
Plateaux Secs Est	45,100	24,923
Plaine Imbo	53,618	34,767
Depression Est	53,746	32,829
CCN	83,849	62,060
National	58,580	34,799

Tableau 4: Dépenses des ménages par ZMEs

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est un indicateur de fragilité économique pouvant donner des indications plus ou moins sûres sur le degré de pauvreté probable du ménage.

Ainsi la méthode de classification de la sécurité alimentaire CARI prévoit des seuils de sécurité alimentaire en fonction des franges des parts de dépenses alimentaires dans les dépenses globales.

% DA	DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	CCN	National
< 50%	37.4%	38.5%	28.4%	40.5%	40.6%	25.0%	30.7%	6.8%	32.2%
50-65%	19.1%	32.7%	32.6%	20.1%	21.9%	21.3%	21.3%	12.0%	21.7%
65-75%	21.7%	15.4%	25.5%	17.3%	16.7%	16.7%	16.7%	23.3%	19.1%
>75%	21.7%	13.5%	13.5%	22.1%	20.8%	37.0%	31.3%	57.9%	27.0%

**Tableau 5 : Classification des % dépenses alimentaires des ménages par ZMEs**

Environ quarante-six pourcent des ménages dépensent plus de 65% dans l'alimentation ce qui les place dans une situation d'insécurité alimentaire (dont 27% dans une situation d'insécurité alimentaire sévère avec plus de 75% dans les dépenses alimentaires).

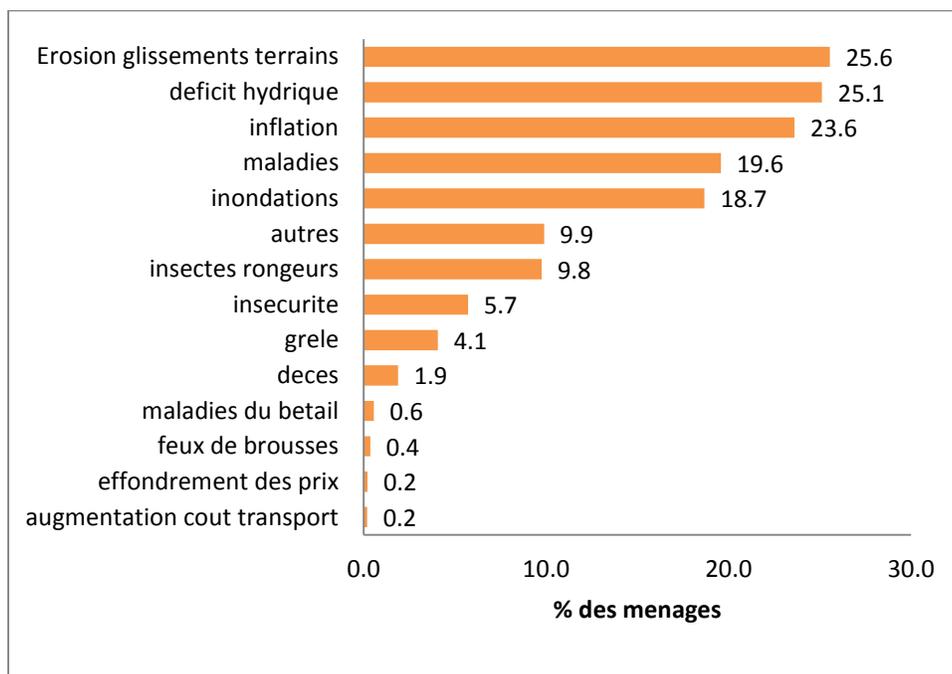
Les proportions les plus importantes des ménages dépensant plus dans l'alimentation (plus de 75%) se retrouvent dans les ZMEs de CCN (58%), Plaine de l'Imbo (37%) et Dépression de l'Est (31%).

## II.2.8. Les stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire et stratégies de subsistance

### a) Chocs au cours des 6 derniers mois

Les stratégies d'adaptation aussi bien alimentaire que non alimentaires viennent généralement en réponses à une crise alimentaire corollaire à un ou (des) choc(s).

L'enquête a demandé aux ménages les chocs les plus importants survenus durant les six mois passés. Les chocs cités par les ménages au cours des 6 derniers mois comme ayant eu le plus d'impact sur leur sécurité alimentaire sont repris dans le graphe ci-après:



**Graphique 8 Proportion des ménages affectés par au moins un choc**

Dans l'ensemble 77,3% des ménages ont déclaré avoir été affectés par au moins un choc au cours des 6 derniers mois avec des conséquences sur leur sécurité alimentaire. Et ils sont seulement deux sur dix ménages à n'avoir pas été victimes d'aucun choc. Presque la totalité des ménages des ZME de la Dépression du Nord et de la Crête Congo Nil ont été affectés par au moins un choc.

Les chocs qui ont affecté le plus de ménages sont surtout l'érosion ou glissements de terrain (26%), déficit hydrique (25%), l'inflation (24%), les maladies (20%) et les inondations (19%).

Les détails au niveau des différentes ZMEs sont dans le tableau ci-après :

**Tableau 6: Les chocs les plus importants dans les différentes ZMEs**

	DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	CCN	National
<i>pas de choc</i>	3.5	19.2	29.1	40.1	6.8	46.4	20.7	1.5	22.7
<i>deficit hydrique</i>	57.7	30.1	51.0	2.8	22.4	6.1	44.3	13.5	25.1
<i>insectes rongeurs</i>	1.8	27.4	3.5	7.2	18.5	13.0	11.4	6.0	9.8
<i>grele</i>	4.4	2.4	1.0	8.6	7.0	0.0	0.7	1.5	4.1
<i>maladies du betail</i>	0.9	0.0	0.0	0.0	1.6	0.9	0.0	0.8	0.6
<i>inondations</i>	0.0	12.0	1.4	26.3	34.5	12.0	31.6	9.9	18.7
<i>Erosion glissements terrains</i>	10.5	18.7	23.2	41.1	34.7	13.0	10.6	27.1	25.6
<i>insecurite</i>	7.9	4.3	11.0	3.5	1.0	5.5	3.0	12.2	5.7
<i>maladies</i>	17.7	22.1	7.4	9.9	20.9	27.7	15.4	48.2	19.6
<i>deces</i>	2.7	1.9	0.0	2.6	0.5	2.7	3.2	0.8	1.9
<i>effondrement des prix</i>	0.0	0.0	0.0	0.6	0.0	1.7	0.0	0.0	0.2
<i>feux de brousses</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.8	1.5	0.0	0.4
<i>inflation</i>	46.3	2.4	36.4	11.5	3.3	33.5	0.0	63.9	23.6
<i>augmentation cout transport</i>	1.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
<i>autres</i>	9.7	11.9	0.0	7.2	24.2	5.2	15.7	0.0	9.9

#### b) Stratégies basées sur les moyens de subsistance

Elles sont groupées en trois grandes catégories, on distingue des stratégies de stress, de crise et d'urgence. Elles sont évaluées sur une période de 30 jours.

**Tableau 7. Proportion des ménages qui ont adopté des stratégies de subsistance :**

		DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	CCN	National
Pas	1	25.20%	34.60%	13.50%	24.80%	15.60%	6.40%	16.70%	3.80%	17.40%
stress	2	23.50%	5.80%	26.20%	19.70%	13.00%	17.30%	9.30%	11.30%	16.70%
Crise	3	17.40%	26.90%	44.00%	31.60%	38.50%	46.40%	20.00%	50.40%	34.60%
Urgence	4	33.90%	32.70%	16.30%	23.80%	32.80%	30.00%	54.00%	0.346	31.30%

*Pour les ménages recours à ces mécanismes de subsistance traduit le degré de détérioration de leurs moyens d'existence surtout quand le ménage atteint les mécanismes d'urgence ;*

Dans l'ensemble 65% des ménages ont adopté des stratégies sévères allant de celle d'urgence à celles de crise. Ces stratégies sont généralement irréversibles et compromettent en même temps la production future des ménages :

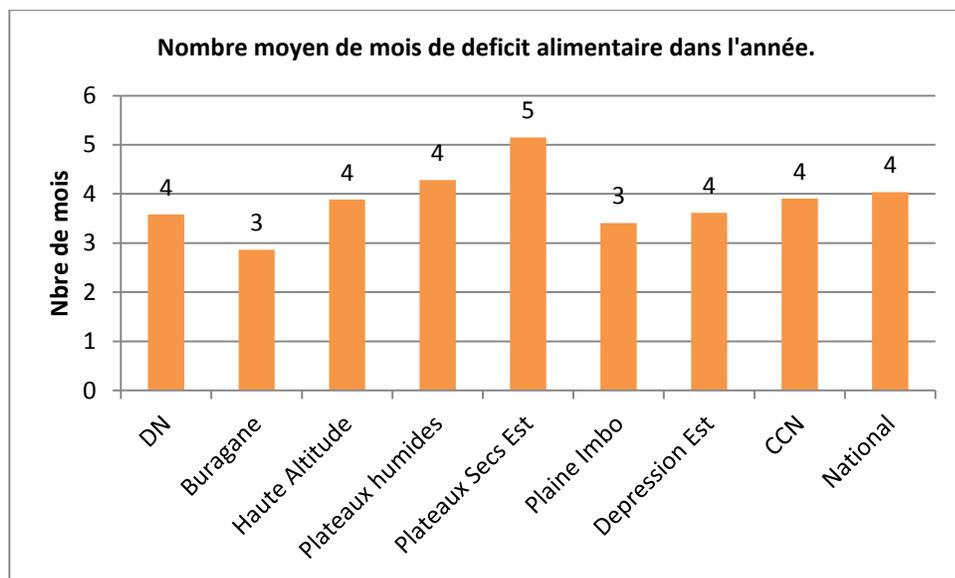
Proportion (%) des menages qui ont eu recours a ces mecanismes de subsistence									
	DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	CCN	National
1. Vendre des biens du ménage (meuble, matériel de cuisine, toles, radio,	17.4	23.1	3.5	15.6	25.5	20.9	32.0	16.5	19.0
2. Liquidier son épargne	13.9	36.5	37.6	50.3	46.4	30.9	56.0	45.1	42.4
3. Destockage accéléré/vente inhabituelle des animaux	38.3	30.8	24.1	24.1	30.7	30.0	48.7	37.6	32.0
4. Envoyer un membre du ménage manger ailleurs	6.1	23.1	5.7	13.9	24.0	25.5	31.3	25.6	18.8
5. Acheter les aliments à crédit	55.7	53.8	27.7	39.8	56.3	50.9	80.7	54.1	51.0
6. Emprunt de l'argent pour la nourriture	34.8	48.1	67.4	54.8	44.3	88.2	70.0	85.0	60.7
7. Vendre des outils de travail (houe, vélo, machine à coudre,...)	9.6	23.1	2.8	15.0	25.0	21.8	37.3	22.6	19.3
8. Retirer les enfants de l'école	1.7	25.0	3.5	10.5	22.9	18.2	36.0	27.1	17.3
9. Réduire les dépenses non alimentaires (éducation, santé, habillement, t	53.9	61.5	58.2	68.0	66.1	74.5	74.7	48.9	64.2
10. Récolte précoce	39.1	59.6	59.6	55.1	66.7	73.6	60.7	82.7	61.7
11. Consommer les semences pour la saison suivante	40.0	63.5	53.9	47.3	54.2	78.2	58.7	75.2	56.6
12. Réduire les dépenses en intrants/semences/équipements agricoles	66.1	65.4	63.8	72.1	70.3	82.7	78.0	54.1	69.7
13. Vendre la maison ou une parcelle de terrain	16.5	23.1	6.4	11.6	29.2	19.1	34.0	23.3	19.6
14. Aller mendier	0.9	23.1	2.8	4.8	21.9	21.8	28.7	22.6	14.3
15. Se lancer dans des activités illégales (vol, prostitution,...)	0.9	21.2	0.7	1.7	20.3	18.2	29.3	20.3	12.5
16. Vendre des animaux reproductifs ( dernières femelles)	27.0	30.8	13.5	21.8	26.6	25.5	46.0	30.1	26.8
17. Migration de tous les membres du ménages	1.7	23.1	1.4	6.5	20.3	18.2	28.0	23.3	14.1

Les ZMES de CCN, Plaine de l'Imbo, Dépression de l'Est et Plateaux secs de l'Est comptent une forte proportion de ménages qui ont eu recours aux mécanismes sévères avec plus de sept ménages sur 10..

Au niveau de tout le pays le recours aux mécanismes ayant trait à l'hypothèque de la production future a prédominé.

### c) Estimation période de pénurie alimentaire

Sur la question de savoir combien de mois dans l'année, le ménage estime qu'il n'a pas assez à manger, au niveau national on a une moyenne de 4 mois.



## II.2.9. Genre et quelques indicateurs clés

Type indicateur	Classe	Sexe Chef de menage		
		homme	femme	ensemble
Score de Consommation alimentaire (SCA)	pauvre	9%	14%	10%
	limite	30%	33%	30%
	Acceptable	62%	53%	60%
Score de diversite alimentaire (SDA)	faible diversite	84%	93%	86%
	diversite moyenne	16%	7%	14%
	bonne diversite	0%	0%	0%
House hold hunger index (HHI)	peu de faim dans le menage	73%	56%	69%
	faim moderee dans le menage	24%	34%	27%
	faim severe dans le menage	3%	10%	5%
Indice securite alimentaire CARI	Securite Alimentaire (SA)	14%	7%	12%
	Securite alimentaire Marginale (SAM)	48%	44%	47%
	Insecurite alimentaire moderee (IAM)	31%	34%	32%
	Insecurite alimentaire severe (IAS)	7%	14%	9%
Indice d'adaptation a la consommation alimentaire-reduit	CSI-r	14.5	16.5	15.0
Chef menage sait lire et ecrire?	% des CM sachant lire et ecrire	58%	27%	51%

Pour rappel, sur l'ensemble des ménages enquêtés 23% sont dirigés par les femmes tandis que 77% sont dirigés par des hommes. Presque les mêmes proportions sont confirmées par les autres enquêtes récentes.

Le croisement de la variable sexe chef de ménage avec les indicateurs de sécurité alimentaire montre que les ménages dirigés par les femmes seraient plus vulnérables. Cet état de fait est prouvé au niveau des indicateurs les plus importants dont le SCA, le CSI, le SDA, le HHI et le CARI. Etant donné que les ménages dirigés par des femmes sont généralement monoparentaux et de surcroît avec le ratio d'inactifs sur actifs plus important le fait d'être chef de ménage constituerait entre autre un facteur de fragilité.

## II.2.10. Soins des enfants, Eau et Assainissement

Les soins aux enfants constituent un facteur important au niveau de la nutrition des enfants et de la prévention de la malnutrition ; Ainsi l'enquête a pu aborder les aspects de soins des enfants d'abord pour savoir qui des membres du ménage s'occupe des enfants de moins de 5 ans et de plus quel est le niveau de scolarité de celui qui s'occupe des enfants.

	Depression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Depression Sec Est	Plaine Imbo	Depression Est	Crete Congo Nil	National
mere	90.1	94.7	62.5	42.6	52.1	63.5	86.7	52.1	61.9
pere	2.8	0.0	1.4	0.6	0.7	6.8	2.9	5.5	2.3
mere et pere	2.8	5.3	26.4	48.5	39.6	25.7	7.6	41.1	30.0
Enfants	1.4	0.0	0.0	0.6	2.1	2.7	1.9	0.0	1.2
Tous	0.0	0.0	9.7	6.5	3.5	0.0	0.0	0.0	3.2
Autres	2.8	0.0	0.0	1.2	2.1	1.4	1.0	1.4	1.4

**Tableau 8. Qui du ménage s'occupe des enfants de moins de 5 ans ?**

Les ménages enquêtés montrent que la responsabilité première de la garde des enfants de moins de 5 ans revient uniquement à la mère pour 62% des cas et elle est partagée entre le père et la mère dans 30% des cas ! Dans la zone des plateaux humides il faut noter que la responsabilité partagée entre la mère et le père est presque dans un ménage sur deux contrairement à la zone de dépression du Nord où dans 90% des cas les mères seules s'occupent des enfants et l'autre parent n'intervient que très rarement dans 3% des cas.

	Depression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Depression Sec Est	Plaine Imbo	Depression Est	Crete Congo Nil	National
primaire	38.0	42.1	52.8	60.9	44.4	39.2	50.5	47.9	49.1
secondaire	1.4	0.0	2.8	0.0	1.4	10.8	0.0	0.0	1.8
superieur	0.0	0.0	0.0	0.6	0.0	0.0	0.0	2.7	0.4
alphabetisation	8.5	21.1	5.6	10.7	9.7	2.7	10.5	5.5	8.7
Aucune	52.1	36.8	38.9	27.8	44.4	47.3	39.0	43.8	40.0

**Tableau 9: Quel est le niveau de scolarisation de celui qui s'occupe des enfants**

Il faut noter que dans 40% des cas la personne qui s'occupe des enfants n'a aucun niveau de scolarisation avec tout ce que cela peut avoir dans les limites de prise en charge toute chose restant égale par ailleurs.

Le faible niveau de scolarisation se retrouve dans les dépressions du Nord avec 52% des cas et dans la plaine de l'Imbo avec 47% des cas.

## Eau et assainissement

Source d'approvisionnement en eau potable par ZME									
	DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Dépression Nord Est	CCN	
cour d'eau/ rivière	0%	27%	5%	0%	2%	16%	17%	0%	6%
lac	24%	0%	0%	0%	1%	1%	0%	0%	3%
source non aménagée	2%	10%	9%	14%	18%	0%	11%	7%	10%
source aménagée	74%	52%	84%	80%	76%	16%	55%	57%	66%
borne fontaine	0%	12%	3%	5%	3%	60%	17%	35%	14%
branchement privé	0%	0%	0%	0%	1%	6%	0%	1%	1%

Tableau 10: Proportion des ménages par source d'approvisionnement en eau de boisson

Environ 19% des ménages s'approvisionnent dans des cours d'eau et sources non aménagées avec toutes les conséquences sur leur santé ! Et les proportions sont particulièrement importantes dans la région du Buragane 37%.

Conservation de l'eau de boisson									
	DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Dépression Nord Est	CCN	National
recipient couvert	45.20%	84.60%	49.60%	73.80%	79.70%	81.80%	81.30%	64.70%	70.30%
recipient non couvert	54.80%	15.40%	50.40%	26.20%	20.30%	18.20%	18.70%	35.30%	29.70%

Tableau 11. Conservation de l'eau de boisson

Trente pour cent des ménages conservent l'eau de boisson dans un récipient non couvert et ils atteignent plus de 50% dans la Dépression du Nord et dans la haute altitude.

Accès aux latrines, est aussi un facteur primordial pour la santé des ménages et la sécurité nutritionnelle !

Accès à une latrine améliorée, oui ou non?									
	DN	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Dépression Nord Est	CCN	National
oui	4.30%	7.70%	5.70%	2.40%	6.30%	40.90%	22.70%	6.80%	10.40%
non	95.70%	92.30%	94.30%	97.60%	93.80%	59.10%	77.30%	93.20%	89.60%

Tableau 12. Accès aux latrines améliorées

L'accès aux latrines améliorées reste problématique eu égard aux résultats de l'enquête FSMS avec seulement 10,4% des ménages qui ont accès ! La situation paraît préoccupante pratiquement sur

l'ensemble du territoire nationale. La question sur l'accès à une latrine améliorée devait également être confirmée par l'observation de l'enquêteur plutôt que sur simple déclaration de l'enquêté :

## II. CONCLUSION GENERALE

- **Conclusions**

Au niveau des activités faisant vivre les ménages comme dans les enquêtes précédentes, l'agriculture reste prédominante. Dans plus de 90% des ménages l'agriculture vivrière compte parmi les 3 principales activités qui ont fait vivre le ménage. Il est tout de même important de souligné que 22% des ménages n'ont qu'une seule activité et 63% n'ont qu'au plus 2 activités ce que les rend particulièrement vulnérables en cas de chocs. Environ 69% des ménages comptent la main d'œuvre agricole parmi les 3 principales activités de subsistance et du coup sont considérés comme sujets à une vulnérabilité eu égard du niveau de rémunération et de son caractère instable dans un contexte de vulnérabilité structurelle où 2 ménages sur 3 sont pauvres.

Autour de 23% des ménages enquêtés ont pour chef de ménage une femme qui implicitement signifie qu'il s'agit de ménage monoparental (veuf, séparée ou mère célibataire) pouvant expliquer la vulnérabilité comparée face à leurs homologues CM hommes. Beaucoup d'absences liées au déplacement prolongés ont été constatées chez les ménages repères d'abord durant la collecte de juillet 2015 puis celle de décembre 2015 environ 30% des ménages. Par ailleurs 15% des ménages ont signalé un déplacement plus ou moins prolongé d'un membre du ménage au moins tandis 4% des ménages ont déclaré avoir accueilli au moins un déplacé.

Plus de 90% des ménages ont été affectés par un choc au moins et avec des repercussions sur situation socioéconomique dont les plus importants sont le déficit hydrique, les maladies, l'inflation et les fortes pluies.

La situation de la sécurité alimentaire affiche une dégradation continue depuis la dernière situation de référence de 2014 (CFSVA\_SMART) ; Le nombre de personnes en insécurité alimentaire est passé de 32 à 41% soit une augmentation de 28%. Environ 9% sont insécurité alimentaire (soit environ 787,000<sup>11</sup> personnes en besoins d'assistance humanitaires. Si les ménages en insécurité alimentaire modérée arrivent à couvrir leurs besoins alimentaires limites tout en mettant en danger leurs moyens de subsistance, les ménages en insécurité alimentaire sévère non seulement n'arrivent plus non seulement à

---

<sup>11</sup> Sans tenir compte de la population urbaine dont l'échantillon de la présente enquête FSMS n'a pas couvert.

couvrir leurs besoins alimentaires de base mais également ont dilapidé leurs moyens de subsistance. Au niveau de la cartographie de l'insécurité alimentaire, les régions partant du centre vers le Nord sont particulièrement affectées (plateaux humides jusqu' à la Dépression du Nord).

### **Perspectives de la sécurité alimentaire**

Un certain nombre de facteurs est à surveiller pour la sécurité alimentaire durant le premier semestre 2016 à savoir :

- Persistance de la crise et ses retombées sur les activités (activités informelles des centres urbains, les échanges, mouvements de population, etc) ;
- Le monitoring des dégâts du phénomène EL Nino et suivre les prévisions sur l'éventuel phénomène la Nina ;
- La prochaine période de soudure qui risque de durer anormalement (mauvaise performance de la saison 2016A à cause des dégâts des pluies et de l'accès limités aux intrants agricoles et des effets de la crise actuelle etc) ;
- Le monitoring des prix des vivriers et des échanges et la dépréciation continuelle de la monnaie burundaise ;
- Suivre de près l'allure épidémiologique des cas de paludisme avec risque de déclencher la malnutrition aigüe (forte corrélation entre les 2 phénomènes sur référence des années antérieures) ;
- Ect.

Pour plus de détails sur le rapport veuillez contacter:

Claude KAKULE – Head of Programme [Claude.Kakule@wfp.org](mailto:Claude.Kakule@wfp.org) et  
Jean Mahwane –VAM [jean.mahwane@wfp.org](mailto:jean.mahwane@wfp.org)

Pour recevoir plus d'informations sur le PAM au Burundi, veuillez contacter:

**M. Jacques ROY**, Directeur et Représentant du PAM au Burundi

[Jacques.roy@wfp.org](mailto:Jacques.roy@wfp.org)

Tel. + 257 – 22223072 / 22225671

[www.wfp.org/fr](http://www.wfp.org/fr)